



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Janvier 2026



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Janvier 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	7
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	12
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	13
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	13
3.2. Taux d'intérêt des banques	14
3.3. Monnaie	14
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a affiché une croissance modérée en décembre 2025, avec un ralentissement aux États-Unis et en zone euro lié au repli du secteur manufacturier. En Chine, la dynamique du secteur privé s'est légèrement renforcée, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité s'est contractée.

Aux **États-Unis**, la croissance a ralenti en décembre 2025, sous l'effet du recul de l'activité manufacturière et des services. En **zone euro**, le rythme d'expansion de l'activité s'est légèrement modéré, en raison de la contraction du secteur manufacturier.

En **Chine**, l'activité du secteur privé a enregistré une légère accélération en décembre 2025, soutenue par un redressement des services et de la production industrielle. En **Afrique du Sud**, l'activité est demeurée en zone de contraction pour le troisième mois consécutif, dans un contexte de faiblesse persistante de la demande intérieure.

En Afrique de l'Ouest, l'activité est restée robuste au **Nigeria**, grâce au dynamisme de la demande domestique. Au **Ghana**, l'activité s'est maintenue en zone d'expansion, soutenue par la hausse des nouvelles commandes et de la demande intérieure.

En décembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 3,7% d'un mois à l'autre, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés est demeuré stable.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a montré des signes de décélération en novembre 2025, en lien avec le recul des prestations de services marchands non financiers. Le taux d'inflation est ressorti à -0,8% en décembre 2025, en baisse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -0,5% enregistré le mois précédent. Le maintien des taux négatifs reflète la poursuite de la baisse des prix de la composante "produits alimentaires".

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,06% en décembre 2025, en hausse de 5 points de base (pdb) par rapport à son niveau de novembre 2025 (5,01%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont resserrées de 5 pdb par rapport au mois précédent, passant de 6,65% à 6,70%, contre 7,08% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 18,2%, en glissement annuel, à fin novembre 2025, après une hausse de 16,1% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+247,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+7,8%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au premier trimestre 2026, après 6,9% au quatrième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que de la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -0,3% en janvier 2026 et +0,1% en février 2026. Cette évolution traduirait un retour progressif de l'inflation en territoire positif, après une phase marquée par des taux négatifs, ainsi que la prise en compte des effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires, liées à la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 janvier 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les enquêtes PMI indiquent qu'en décembre 2025, la croissance mondiale est demeurée modérée, marquée par un ralentissement aux États-Unis et en zone euro, en lien avec le repli du secteur manufacturier. En Chine, la dynamique du secteur privé s'est légèrement améliorée, tandis que l'activité est restée en territoire négatif en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 52,7 points en décembre 2025, contre 54,2 points le mois précédent, signalant un ralentissement de l'activité du secteur privé. Les indices des services et de l'industrie manufacturière ont atteint leurs plus bas niveaux depuis six et cinq mois, respectivement. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 51,5 points en décembre 2025, après 52,8 points en novembre, reflétant un rythme plus modéré dans l'expansion de l'activité, en raison du ralentissement dans les services et du recul persistant du secteur manufacturier.

Au niveau des pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a atteint à 51,3 points en décembre 2025, après 51,2 points le mois précédent, traduisant une légère amélioration de l'activité, portée par le dynamisme des services et la progression de la production industrielle. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite est ressorti à 47,7 points en décembre 2025, après 49,0 points le mois précédent, signalant un troisième mois consécutif de contraction de l'activité du secteur privé, imputable à la faiblesse persistante de la demande intérieure.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 53,5 points en décembre 2025, après 53,6 points en novembre 2025, soutenu par une demande accrue des consommateurs. Au **Ghana**, l'indice PMI composite s'est établi à 51,1 points en décembre 2025, après 50,1 points en novembre, indiquant une accélération de la croissance de l'activité, portée principalement par la progression des nouvelles commandes et de la demande intérieure.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales poursuivent une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, ajustant leurs décisions de manière graduelle compte tenu des incertitudes persistantes sur la croissance économique et l'évolution de l'inflation.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu son taux directeur dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%, le 28 janvier 2026, après trois baisses consécutives en 2025. Les responsables de l'institution ont relevé une croissance soutenue, avec des risques de pressions inflationnistes et d'emploi maîtrisés. Le Président de la FED a jugé les taux actuels appropriés, tout en précisant que tout ajustement futur se fondera sur l'évolution des données économiques. La **Banque centrale européenne (BCE)** a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 18 décembre 2025, maintenant son principal taux directeur, celui de la facilité de dépôt à 2,00%. La BCE a relevé ses prévisions de croissance, anticipant une progression du PIB de 1,4% en 2025, portée notamment par la demande intérieure. L'inflation est attendue autour de l'objectif de 2%, avec un taux projeté à 2,1% en 2025 et 1,9% en 2026. La prochaine réunion de la BCE aura lieu le 5 février 2026, et le marché anticipe un maintien des taux d'intérêt face à une inflation modérée et des incertitudes géopolitiques persistantes.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a, le 22 décembre 2025, gardé inchangés ses taux directeurs à des niveaux historiquement bas pour le septième mois consécutif. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an demeure à 3,0%. Cette décision fait

suite à la publication d'une série d'indicateurs économiques pour les mois d'octobre et novembre 2025 montrant un affaiblissement de l'économie chinoise au dernier trimestre de l'année 2025.

En zone CEMAC, la **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a décidé, le 15 décembre 2025, de relever ses principaux taux directeurs, afin de préserver la stabilité du franc CFA et de soutenir la reconstitution des réserves de change. Le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), son principal taux directeur, passe ainsi de 4,50% à 4,75% et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,00% à 6,25%, tandis que le taux de dépôt reste à 0%. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une baisse des réserves de change de la sous-région, lesquelles couvriraient 4,2 mois d'importations à fin décembre 2025, contre 4,9 mois à fin décembre 2024.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 janvier 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en décembre 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-75	{3,50-3,75}	2,0	2,7
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	1,9
Royaume-Uni	-50	-100	3,75	2,0	3,4
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,8
Russie	500	-500	16,00	4,0	5,6
Inde	0	-125	5,25	5,7	1,3
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	4,3
Afrique du sud	-50	-100	6,75	{3,0 - 6,0}	3,6
Pays en développement					
Nigeria	875	-50	27,00	{6,0 - 9,0}	15,2
Ghana	-300	-900	18,00	{8,0+/-2,0}	5,4
CEMAC *	0	-25	4,75	-	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

En décembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 3,7%, sous l'effet principalement de la hausse des cours de l'huile de palme, de l'or et du cacao.

L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 3,7% en décembre 2025, après une baisse de 1,9% un mois plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à la remontée des prix de plusieurs produits non énergétiques, notamment **l'huile de palme** (+10,4%), **l'or** (+5,6%), le **cacao** (+4,2%), **l'uranium** (+3,1%), le **caoutchouc** (+0,7%) et le **coton** (+0,5%). Les produits énergétiques ont également soutenu cette dynamique, avec la hausse des prix du **gaz naturel** (+1,5%) et du **pétrole** (+0,4%). À l'inverse, les cours du **phosphate** (-11,4%), du **café** (-9,9%) et du **zinc** (-0,3%) se sont repliés sur la période.

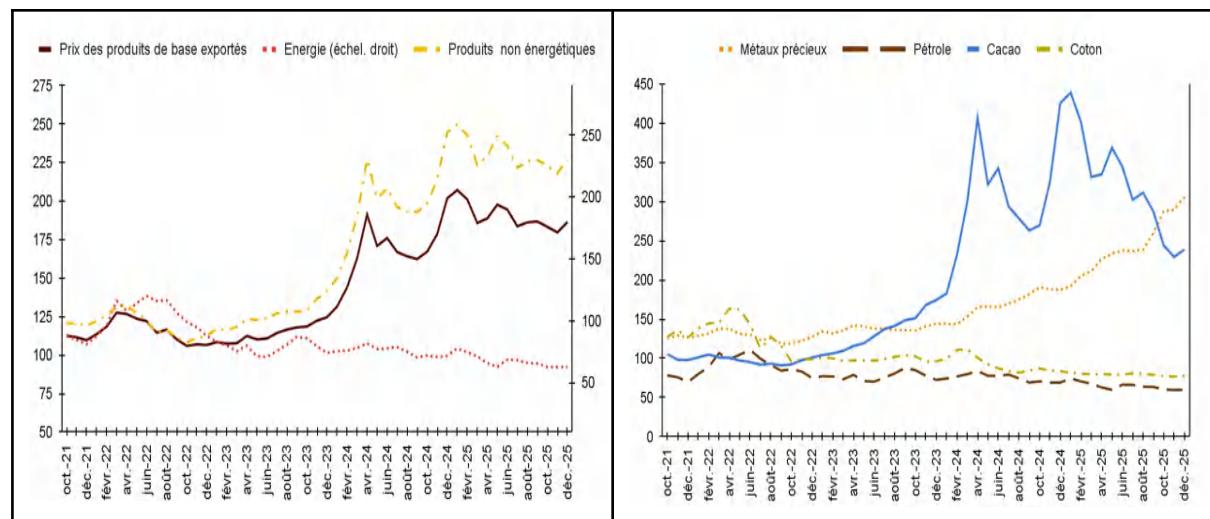
Les cours de **l'huile de palme** ont été soutenus par une demande robuste, en particulier en provenance d'Inde. L'augmentation des cours de **l'or** est due à un regain de la demande de valeurs refuges, dans un contexte de persistance des incertitudes géopolitiques, de ralentissement du marché du travail américain, ainsi qu'à la poursuite des achats massifs d'or effectués par les banques centrales. Le renchérissement du **cacao** s'explique principalement par les difficultés d'acheminement des fèves vers le port d'Abidjan, où des dizaines de camions sont restés immobilisés, retardant les exportations ivoiriennes et réduisant l'offre sur le marché

international. Par ailleurs, les anticipations d'achats liées à l'intégration du produit dans l'indice Bloomberg Commodity Index à partir de janvier 2026 ont également contribué à ce regain. La hausse des prix de l'**uranium** est imputable à une demande structurellement forte, liée au développement des centres de données et à l'intensification des investissements dans le nucléaire civil, dans un contexte d'allègement de la réglementation aux États-Unis. L'accroissement des cours du **caoutchouc** résulte des inquiétudes sur l'offre des principaux pays producteurs, en raison notamment des perturbations climatiques attendues en Thaïlande et des contraintes logistiques provoquées par des précipitations intenses. Les cours du **coton** ont progressé en raison d'une demande plus vigoureuse, renforcée par la remontée des prix du pétrole qui renchérit le polyester et accroît ainsi l'attrait relatif pour le coton.

Le raffermissement des prix du **pétrole** s'explique par l'intensification des risques géopolitiques en Ukraine, au Moyen-Orient et au Venezuela, alimentant les craintes de perturbations de l'offre mondiale. L'augmentation des prix du **gaz naturel** est liée à plusieurs facteurs, notamment des conditions climatiques plus froides, une baisse accélérée des stocks en Europe et les inquiétudes entourant l'approvisionnement en GNL en raison des tensions géopolitiques.

En revanche, le recul des prix du **phosphate** s'explique par un ralentissement de la consommation mondiale d'engrais, ainsi que par le repli des prix des céréales qui freine la demande. La baisse des cours du **café** est principalement liée à l'amélioration des perspectives d'approvisionnement mondial liée aux conditions météorologiques favorables au Brésil qui renforcent les anticipations d'une récolte plus abondante. Les prix du **zinc** ont diminué sous l'effet de la contraction de la demande industrielle en fin d'année 2025.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

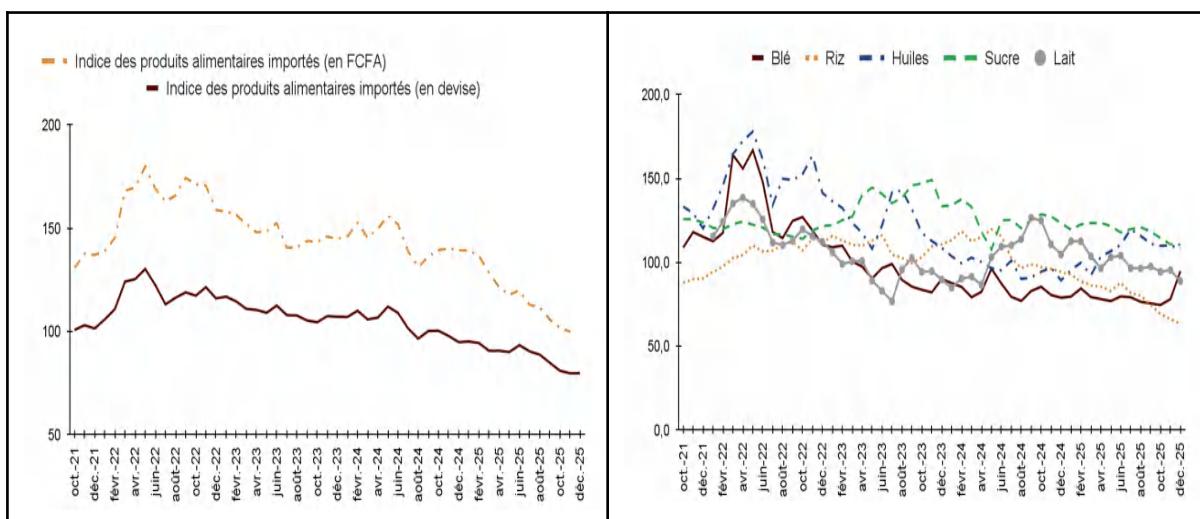
Par rapport à décembre 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 7,7%, après un accroissement de 0,5% le mois précédent. La baisse concerne les prix du **cacao** (-43,9%), du **caoutchouc** (-23,5%), du **café** (-19,3%), du **pétrole** (-13,4%), du **coton** (-7,7%), des **huiles végétales** (-7,4%) et du **gaz naturel** (-5,1%). En revanche, les cours de l'**or** (+63,2%), du **phosphate** (+10,4%), de l'**uranium** (+6,5%) et du **zinc** (+4,4%) ont augmenté.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA est demeuré stable, en variation mensuelle, en décembre 2025, après une contraction de 1,6% un mois

auparavant. Les cours du **lait** (-6,8%), du **riz** (-4,2%), de l'**huile de soja** (-1,7%) et du **sucré** (-0,7%) ont reculé, tandis que ceux du **blé** (+21,2%) ont fortement progressé.

Les prix du **lait** se sont repliés en raison d'une offre abondante, portée par l'augmentation saisonnière de la disponibilité en Europe et par des niveaux de production élevés dans les principales régions exportatrices, notamment la Nouvelle-Zélande. La diminution des prix du **riz** s'explique par une offre importante et par la réduction des achats de certains importateurs asiatiques. La baisse des cours de l'**huile de soja** est imputable à la faiblesse de la demande, notamment aux États-Unis, conjuguée aux anticipations d'une récolte abondante en Amérique du Sud, en particulier au Brésil. Le repli des prix du **sucré** résulte de l'augmentation de la production de canne à sucre dans la région Centre-Sud du Brésil, qui a renforcé les perspectives d'offre excédentaire sur le marché mondial.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 15,8%, après une baisse de 18,4% le mois précédent. Cette évolution résulte principalement du fléchissement des cours du **riz** (-32,8%), du **lait** (-15,0%) et du **sucré** (-10,6%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+21,3%) et du **blé** (+20,0%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a diminué de 28,5%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-40,0%), du **sucré** (-34,3%), du **lait** (-24,1%) et des **huiles végétales** (-12,1%). La hausse des cours du **blé** (+7,2%) a amoindri la baisse de l'indice.

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une hausse au cours du mois de décembre 2025.

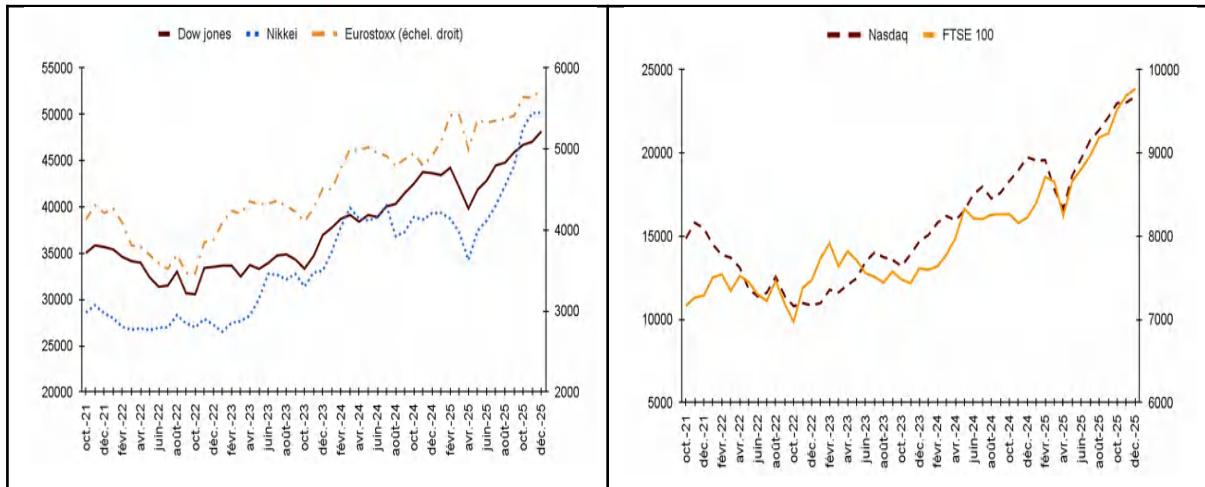
1.4.1. Les places boursières

En décembre 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés se sont accrus. Aux Etats-Unis, les indices DOW JONES et NASDAQ ont progressé respectivement de 2,4% et 1,5% comparativement à leurs moyennes du mois précédent. Les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+1,7%) et CAC 40 de la France (+0,5%) se sont renforcés par rapport à leurs niveaux de novembre 2025. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 0,9%, après une hausse de

1,7% en novembre 2025. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est raffermi de 0,1% d'un mois à l'autre.

En Afrique, hormis l'indice MASi du Maroc (-0,7%), les principaux indices boursiers ont enregistré une évolution positive en décembre 2025. En effet, les indices GSE du Ghana (+3,6%), FTSE de l'Afrique du Sud (+2,6%) et NSE du Nigeria (+2,3%) ont progressé au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



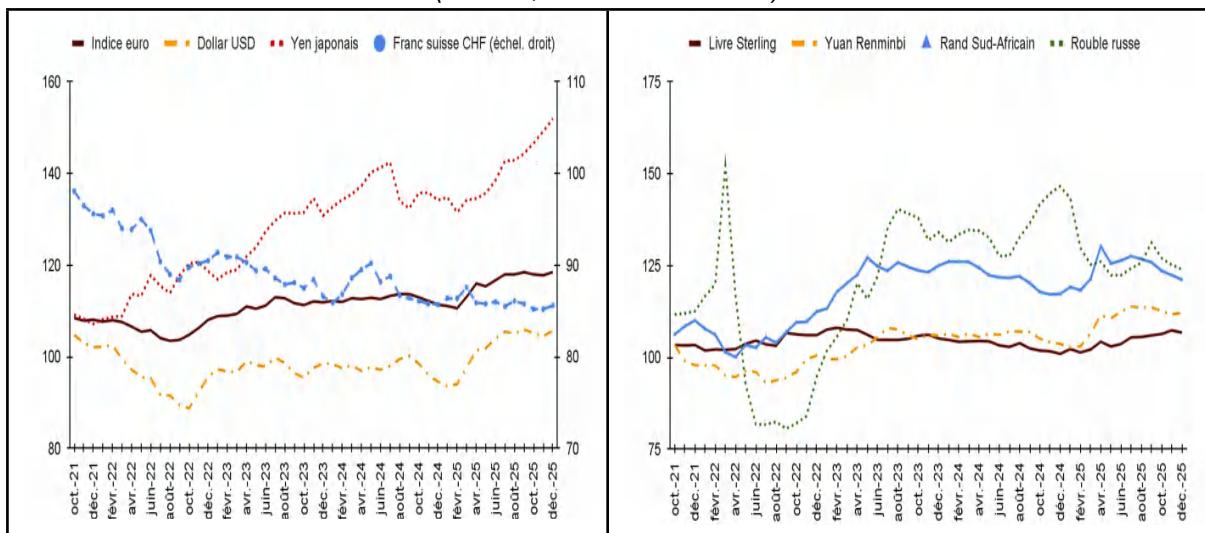
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est renforcé de 0,6% en décembre 2025 par rapport à sa moyenne de novembre 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est appréciée par rapport au yen japonais (+1,8%), au dollar américain (+1,3%) et au franc suisse (+0,4%). La devise européenne s'est également renforcée face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (+2,7%) et le yuan chinois (+0,4%). En revanche, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du rouble russe (-1,0%), du rand sud africain (-1,0%), du dollar australien (-0,8%), de la livre sterling (-0,6%) et du dollar canadien (-0,5%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

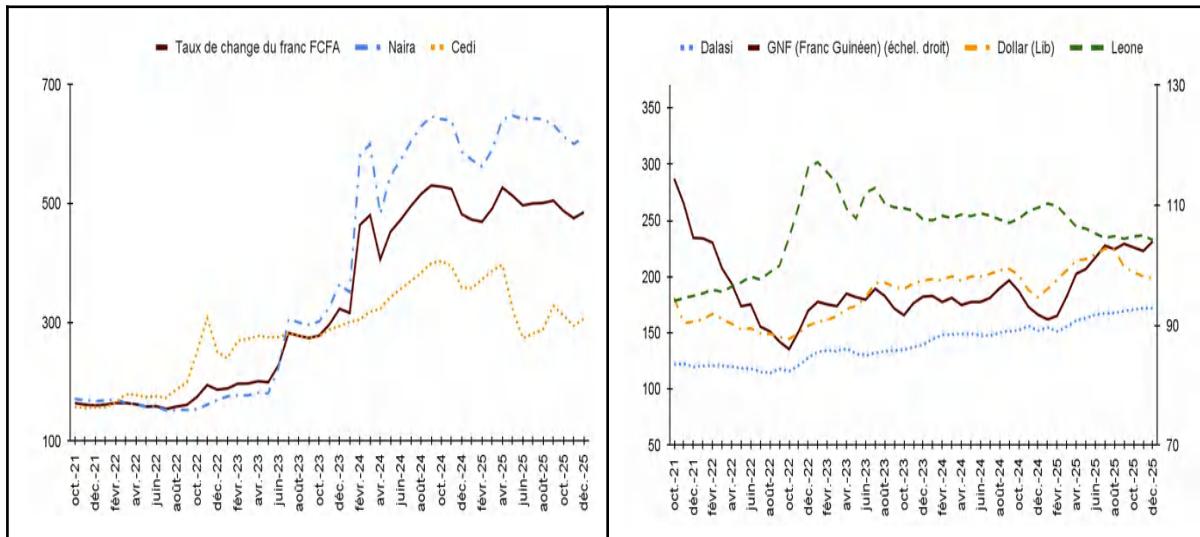
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est accru de 2,1% en décembre 2025, comparativement à sa valeur du mois précédent, en lien avec son appréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (+4,1%), du naira (+1,8%), du franc guinéen (+1,6%) et du dalasi gambien (+0,1%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée par rapport au leone (-1,9%) et au dollar libérien (-0,6%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 0,7% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est apprécié vis-à-vis du dalasi (+13,3%), du franc guinéen (+13,3%), du dollar libérien (+9,5%) et du naira (+1,8%). En revanche, la monnaie communautaire s'est dépréciée de 14,6% face au cedi et de 11,1% à l'égard du leone.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin novembre 2025 montrent que la croissance de l'activité économique évolue à un rythme moins soutenu en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,8 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en baisse de 0,3 point comparativement au mois précédent. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 2,3%, après une augmentation de 2,8% observée le mois précédent. L'indice de la production industrielle s'est amélioré de 1,5%, en rythme mensuel, après une hausse de 1,7%. De même, l'indice des services financiers a progressé de 3,5%, après un accroissement de 4,0% en octobre 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali et du Niger. En revanche, les prestations de services marchands non financiers se sont repliées de 6,5% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est renforcé de 1,5% en novembre 2025, après une augmentation de 1,7% observée le mois précédent. La hausse de la production industrielle résulte principalement des activités de fabrication (+0,9 point) et des activités extractives (+0,9 point), dont l'impact sur l'évolution de

l'indice a été amoindri par la baisse de la production et de la distribution d'électricité et de gaz (-0,3 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	nov.24	oct.25	nov. (*)	oct.25	nov. (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	1,5	-0,2	0,9	0,9	0,3	
Extraction d'hydrocarbures	0,2	0,0	0,1	0,3	0,2	
Extraction de minerais métalliques	1,1	-0,7	1,0	0,1	0,1	
ACTIVITES DE FABRICATION	3,6	1,5	0,9	6,5	3,8	
Fabrication de produits alimentaires	5,2	0,8	1,2	3,4	-0,5	
Fabrication de textiles	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-1,6	0,9	-0,5	0,4	1,4	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	0,0	0,4	-0,3	0,5	0,1	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	
INDICE GLOBAL	5,2	1,7	1,5	7,9	4,2	

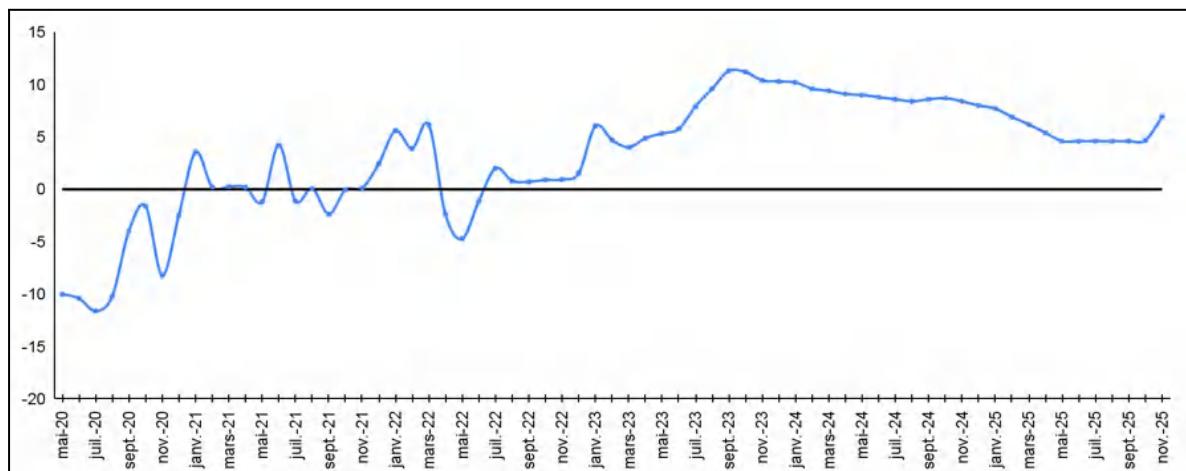
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 4,2% en novembre 2025, après une hausse de 7,9% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités de fabrication (+3,8 points), des activités extractives (+0,3 point), ainsi que de la production et de la distribution d'électricité et de gaz (+0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en novembre 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +6,9 points, en hausse de 2,3 points par rapport au mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+24,3 points), au Sénégal (+38,3 points), au Burkina (+15,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points) et au Togo (+4,9 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-41,8 points) et au Niger (-23,4 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
 (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 2,3% au cours du mois de novembre 2025, après un regain de 2,8% un mois auparavant. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+1,7 point), au commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,3 point) ainsi qu'au commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
 (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024		2025	2025	
	nov.24	oct.25	nov. (*)	oct.25	nov. (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,0	-0,2	0,2	0,0	0,2
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	-0,2	0,0	-0,1	0,1
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	0,4	-0,1	0,3	1,0	0,9
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,2	-0,2	0,2	0,6	0,5
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,5	0,0	0,3	0,3	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	0,2	3,0	1,7	2,9	4,4
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-1,1	0,8	0,1	0,5	1,7
Commerce de détail en magasin spécialisé	1,4	2,3	1,6	2,3	2,5
INDICE GLOBAL	0,5	2,8	2,3	3,7	5,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 5,5% en novembre 2025, après une hausse de 3,7% le mois précédent. La progression de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+4,4 points), le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point), ainsi que le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+0,2 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a reculé de 6,5% en novembre 2025, après une amélioration de 5,3% un mois plus tôt. Quant aux services financiers,

ils se sont renforcés de 3,5% en novembre 2025, après une hausse de 4,0% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	oct.	nov.	oct.	nov. (*)	oct.	nov. (*)
Bénin	23,6	-4,7	21,6	-9,9	10,4	4,4
Burkina	2,1	1,8	2,3	-0,7	3,4	0,9
Côte d'Ivoire	4,2	-1,6	4,2	-3,7	7,2	4,9
Guinée-Bissau	26,4	-14,1	25,3	-8,8	9,5	16,3
Mali	12,3	-10,9	6,3	-6,9	-4,2	0,1
Niger	2,8	1,4	1,2	0,9	4,1	3,6
Sénégal	4,6	-5,5	2,4	-5,1	0,3	0,7
Togo	-11,8	4,2	-12,0	10,3	12,8	19,5
INDICE GLOBAL	7,4	-4,8	5,3	-6,5	7,3	5,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 5,4% en novembre 2025, après une augmentation de 7,3% en octobre 2025. L'accroissement du chiffre d'affaires desdits services est observée notamment au Togo (+19,5%), en Guinée-Bissau (+16,3%), en Côte d'Ivoire (+4,9%), au Bénin (+4,4%), au Niger (+3,6%), au Burkina (+0,9%), au Sénégal (+0,7%) et au Mali (+0,1%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	octobre	novembre	octobre	novembre (*)	octobre	novembre (*)
Bénin	1,0	8,7	0,8	10,1	15,3	16,8
Burkina	-1,9	-3,3	-1,8	-4,0	15,0	14,1
Côte d'Ivoire	11,7	6,0	11,2	6,5	14,0	14,6
Guinée-Bissau	-3,6	2,4	-5,2	1,6	8,8	7,9
Mali	3,9	-2,9	3,0	-3,0	14,4	14,3
Niger	1,1	-9,3	1,9	-9,2	14,0	14,0
Sénégal	-3,5	7,0	-3,7	6,9	16,8	16,7
Togo	6,8	-3,6	8,1	-4,0	15,4	15,0
INDICE GLOBAL	4,4	3,2	4,0	3,5	14,8	15,1

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,1%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Bénin (+16,8%), le Sénégal (+16,7%), le Togo (+15,0%), la Côte d'Ivoire (+14,6%), le Mali (+14,3%), le Burkina (+14,1%), le Niger (+14,0%) et la Guinée-Bissau (+7,9%).

2.2. Inflation

En décembre 2025, le taux d'inflation dans l'Union est demeuré en territoire négatif et est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la diminution des prix des "produits alimentaires".

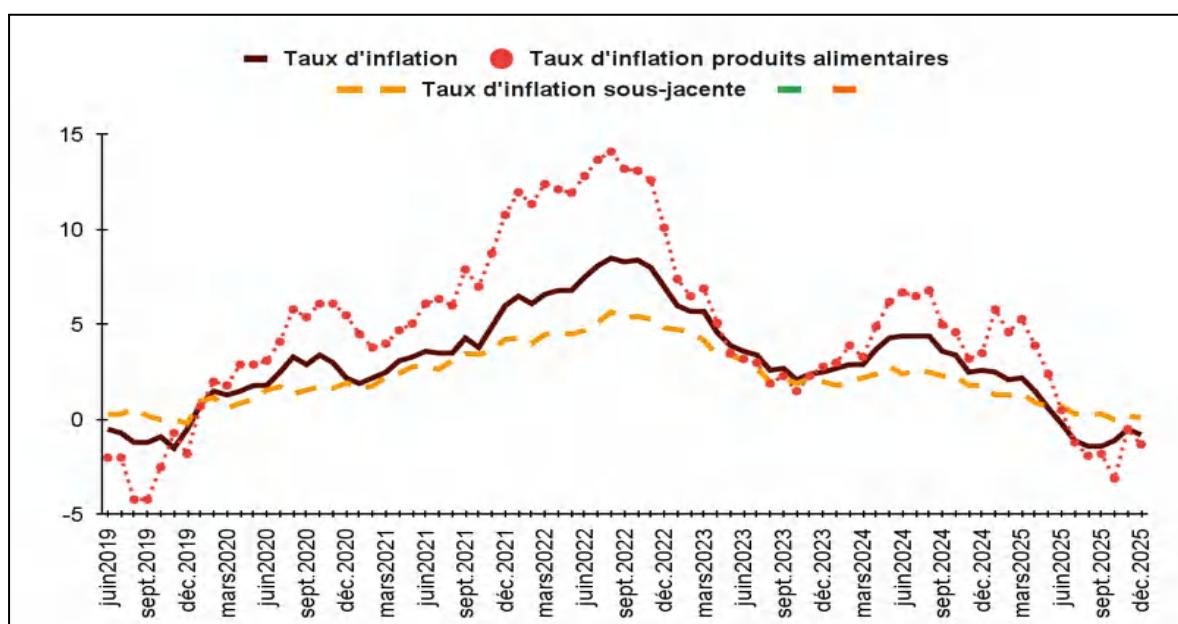
Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,8% en décembre 2025, en recul de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -0,5% observé en novembre 2025. La poursuite des variations négatives du niveau des prix est essentiellement imputable à la

composante "Produits alimentaires". En effet, les prix des produits alimentaires se sont repliés de 1,3% au cours du mois sous revue, après un recul de 0,5% le mois précédent.

Cette évolution traduit le maintien de la tendance baissière du prix du poisson, de la viande, des céréales et des huiles végétales, du fait de l'amélioration de l'offre. En particulier, pour les céréales, les premières estimations du Comité Inter-État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) indiquent une progression satisfaisante du niveau de la production céréalière de la campagne 2025/2026 pour l'Union (+7,7%). Parallèlement, l'orientation de l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats membres de l'UEMOA a davantage atténué la pression sur les prix à la consommation, en accentuant son rythme baissier à 27,6% en décembre 2025, tout comme le mois précédent.

L'examen de la dynamique des prix par pays indique que l'inflation se situe en territoire négatif dans trois (3) pays de l'UEMOA. Il s'agit du Niger (-9,4% après -7,3%), du Burkina (-2,2% après -2,0%) et de la Guinée-Bissau (-2,8% après -1,8%). Cette tendance a été modérée par la hausse des prix observée au Sénégal (+2,8% après +2,9%), au Bénin (+1,4% après +1,1%), au Mali (+0,4% après +0,6%) et en Côte d'Ivoire (+0,1% après 0,0%). Au Togo, les prix sont restés stables, après leur progression de 0,2% le mois dernier.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 0,1% en décembre 2025, en baisse de 0,1 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

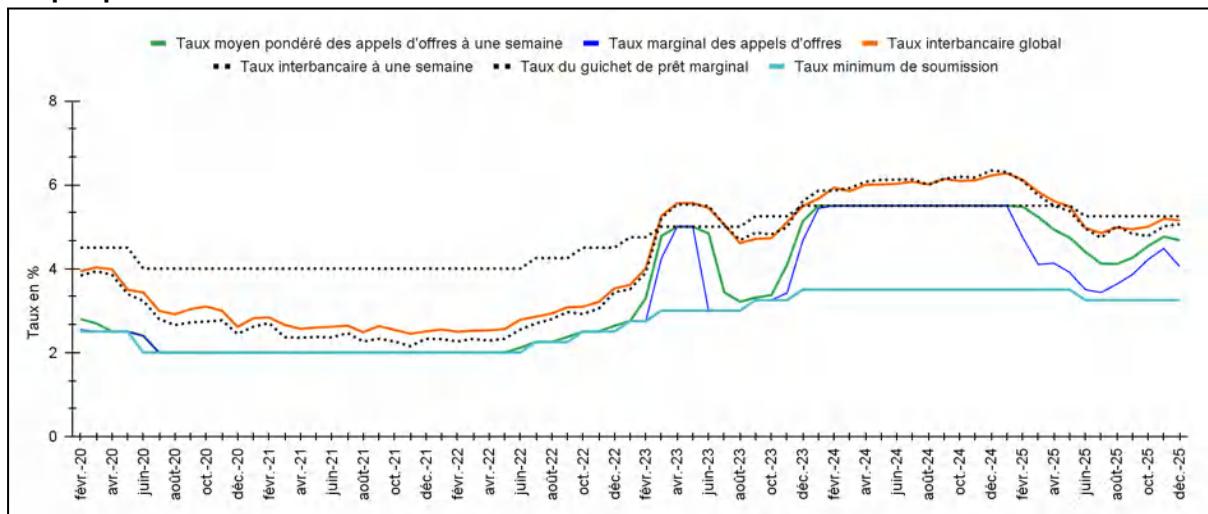
Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 3 décembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 4,68% en décembre 2025 après 4,76% en novembre 2025 et le taux

marginal est ressorti à 4,05% contre 4,48% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 5,06% en décembre 2025, en hausse de 5 points de base (pdb) par rapport à son niveau de novembre 2025 (5,01%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,15% en décembre 2025, en baisse de 4 pdb par rapport à novembre 2025 (5,19%) et de 107 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de novembre 2025 ont progressé de 5 pdb par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,70%, contre 6,65% le mois précédent et 7,08% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire a augmenté au Niger (+30 pdb), au Bénin (+23 pdb), en Côte d'Ivoire (+7 pdb) et en Guinée-Bissau (+2 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en baisse au Mali (-85 pdb), au Burkina (-24 pdb) et au Sénégal (-9,0 pdb), et sont restés inchangés au Togo.

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,50%, contre 5,45% le mois précédent, affichant une hausse de 10 pdb par rapport à novembre 2024 (5,40%). Par pays, la rémunération des dépôts a augmenté au Niger (+90 pdb), au Mali (+16 pdb), au Togo (+4 pdb), au Burkina (+3 pdb) et en Guinée-Bissau (+2 pdb), tandis qu'elle a diminué au Sénégal (-17 pdb), au Bénin (-15 pdb) et en Côte d'Ivoire (-2 pdb).

3.3. Monnaie

A fin novembre 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 18,2%, après une progression de 16,1% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 20,8% et 17,4%, après des augmentations respectives de 19,7% et 15,0% à fin octobre 2025.

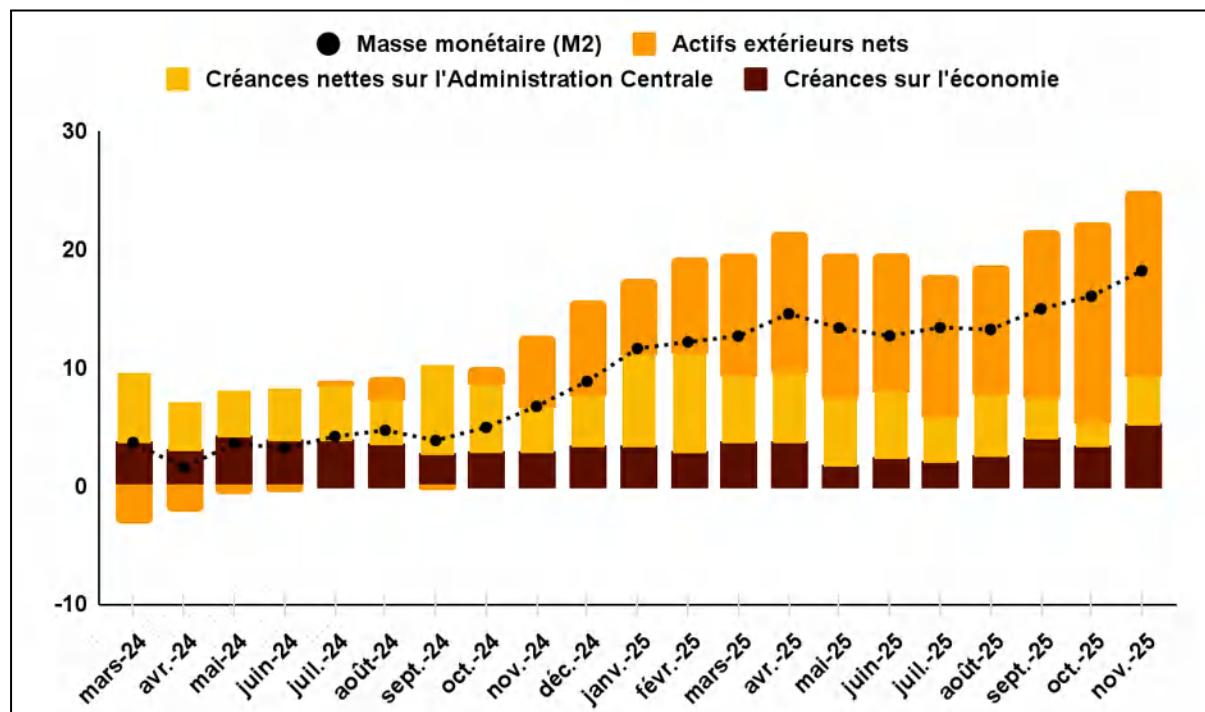
Tableau 6 : Situation monétaire à fin novembre 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	oct.-24	nov.-24	oct.-25	nov.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	48 831,9	49 573,7	56 672,8	58 598,6	2,4	3,4	16,1	18,2
Circulation fiduciaire	11 198,0	11 621,2	13 408,1	14 036,2	5,2	4,7	19,7	20,8
Dépôts	37 633,9	37 952,5	43 264,7	44 562,4	1,5	3,0	15,0	17,4
Actifs extérieurs nets	1 344,6	3 065,7	9 514,0	10 646,1	22,1	11,9	607,6	247,3
Créances intérieures	61 291,5	60 413,6	63 913,1	65 101,8	-0,3	1,9	4,3	7,8
Créances nettes sur APUC	26 032,2	25 038,4	27 089,4	27 207,8	-0,6	0,4	4,1	8,7
Créances sur l'économie	35 259,3	35 375,2	36 823,7	37 894,0	0,0	2,9	4,4	7,1

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin novembre 2025 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+7.580,5 milliards ou +247,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.688,2 milliards ou +7,8%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin novembre 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 7.580,5 milliards (+247,3%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée essentiellement à la baisse du déficit courant et à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 7,8% à fin novembre 2025, après 4,3% en octobre 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des

institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.169,4 milliards) et des créances sur l'économie (+2.518,8 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 7,1% à fin novembre 2025, après 4,4% enregistrée à fin octobre 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières ont progressé de 1,8% à fin novembre 2025 après +6,6% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leurs sont accordés ont augmenté de 11,0% sur la même période, après la hausse de 1,5% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

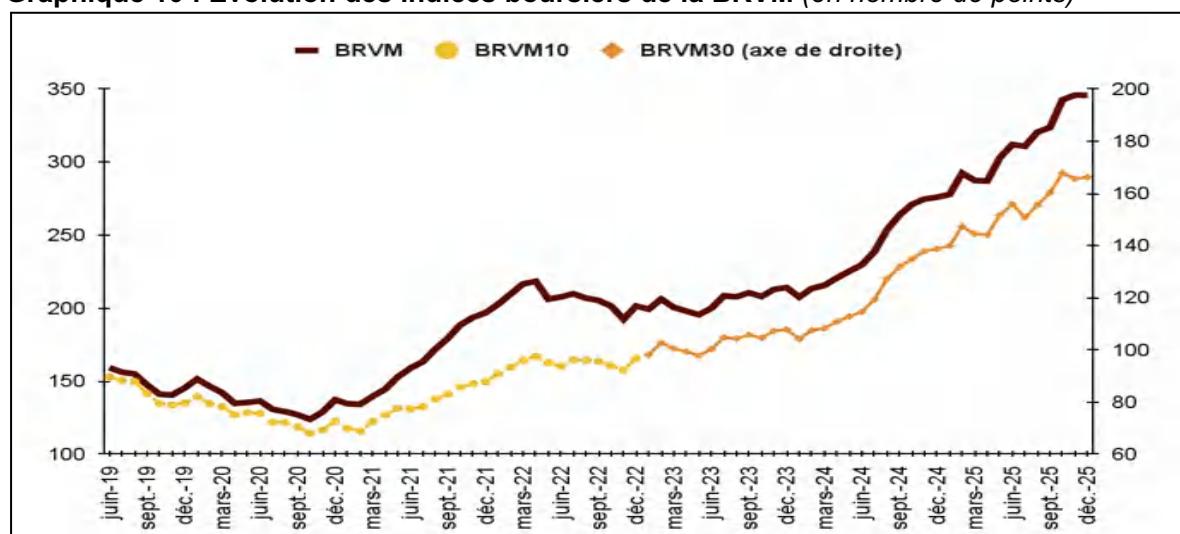
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une évolution contrastée en décembre 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.134,0 milliards en décembre 2025, soit une hausse de 549,2 milliards (+93,9%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont enregistré une évolution contrastée. A fin décembre 2025, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, a progressé de 0,4% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 166,2 points. En revanche, l'indice global, le BRVM composite, a reculé de 0,1% par rapport à sa valeur à fin novembre 2025, pour s'établir à 345,7 points. A la date du 20 janvier 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont renforcés respectivement de 1,7% et 0,6% par rapport à leur valeur de fin décembre 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 26,3% et 20,9% par rapport à leur moyenne de décembre 2024.

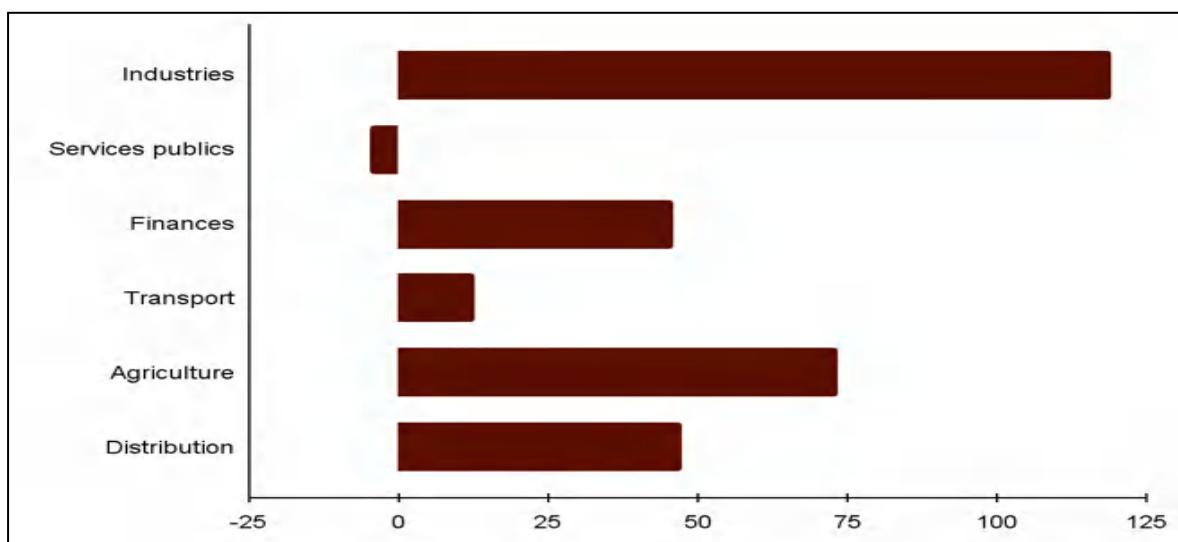
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est accrue de 20,2% par rapport à fin décembre 2024 pour s'établir à 24.781,3 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Industries » : +119,2%, « Agriculture » : +73,4%, « Distribution » : +47,6%, « Finances » : +45,9% et « Transport » : +12,9%. La capitalisation du marché des actions a augmenté de 32,3% à 13.330,7 milliards et celle du marché des obligations a progressé de 8,7% à 11.450,6 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en décembre 2025 en variation annuelle en %



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de décembre 2025, les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une augmentation des émissions, tandis que les coûts d'emprunt ont évolué de manière contrastée par rapport au mois précédent.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées au cours du mois de décembre 2025 par les Etats membres de l'UMOA se sont élevées, en termes bruts, à 584,0 milliards, dont 191,0 milliards de bons du Trésor (32,7%) et 393,0 milliards d'obligations du Trésor (67,3%). Par rapport au mois de novembre 2025, les ressources mobilisées ont augmenté de 99,2 milliards, soit une progression de 20,5%. Cette évolution s'explique par la hausse des émissions d'obligations du Trésor (+185,7 milliards), atténuée par la baisse de celles des bons (-86,5 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a enregistré un recul de 511,7 milliards par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture² global des émissions par adjudication a augmenté pour ressortir à 138,5% en décembre 2025 contre 128,6% le mois précédent.

Sur le compartiment de la **syndication**, deux (2) opérations d'un montant global de 550,0 milliards ont été enregistrées au cours du mois sous revue, pour le compte de la Côte d'Ivoire (150 milliards) et du Sénégal (400 milliards), soit une augmentation de 450,0 milliards par rapport au mois précédent. Le rendement moyen pondéré des titres émis sur ce compartiment est ressorti à 6,41%, en hausse de 36 pdb, d'un mois à l'autre.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.134,0 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une augmentation de 93,9% (+549,2 milliards) par rapport au mois de novembre 2025. Comparativement au mois de décembre 2024, les ressources mobilisées laissent apparaître un recul de 0,6% (-6,7 milliards).

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	décembre 2024	novembre 2025	décembre 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	557,4	277,5	191,0	-86,5	-31,2	-366,4	-65,7
Obligations par adjudication	538,3	207,3	393,0	185,7	89,6	-145,3	-27,0
<i>Total adjudication</i>	<i>1095,7</i>	<i>484,8</i>	<i>584,0</i>	<i>99,2</i>	<i>20,5</i>	<i>-511,7</i>	<i>-46,7</i>
<i>Obligations par syndication</i>	<i>45,0</i>	<i>100,0</i>	<i>550,0</i>	<i>450,0</i>	<i>450,0</i>	<i>505,0</i>	<i>1122,2</i>
Total marché régional des titres publics	1140,7	584,8	1134,0	549,2	93,9	-6,7	-0,6
Marché des eurobonds	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Total général	1140,7	584,8	1134,0	549,2	93,9	-6,7	-0,6

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons a progressé de 68 points de base (pdb) pour s'établir à 6,56% en décembre 2025, contre 5,88% en novembre 2025. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 14 pdb pour ressortir à 7,72% en décembre 2025. Ces évolutions pourraient s'expliquer notamment par l'allongement de la maturité moyenne des bons, qui est passée de 5,9 mois à 10,4 mois de novembre à décembre 2025, et de celle des obligations (de 3,73 à 4,19 années).

Par rapport à la même période de l'année 2024, le coût des mobilisations des emprunts publics a connu des évolutions contrastées sur les deux segments. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 33 pdb. Quant au rendement moyen pondéré des obligations, il a progressé de 28 pdb.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	décembre 2024	novembre 2025	décembre 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	6,89	5,88	6,56	0,68	-0,33
Obligations	7,32	7,08	6,96	-0,12	-0,36
<i>Par adjudication</i>	<i>7,44</i>	<i>7,58</i>	<i>7,72</i>	<i>0,14</i>	<i>0,28</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>5,96</i>	<i>6,05</i>	<i>6,41</i>	<i>0,36</i>	<i>0,45</i>
<i>Eurobonds</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans cette trajectoire favorable contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au premier trimestre 2026, après une estimation de 6,9% au quatrième trimestre 2025. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bonnes perspectives de la campagne agricole 2025/2026 contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'activité économique serait soutenue par une demande intérieure robuste et une bonne tenue des productions extractives et agricoles.

**Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)**

	Réalisations					Estimation	Prévision
	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025		
Secteur primaire	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	1,6
Agriculture vivrière	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,4	6,0
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1
Secteur secondaire	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	1,6
Activités extractives	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	5,1	4,8
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6
BTP	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-9,2	-8,6
Secteur tertiaire	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,5	3,3
Commerce	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,8	1,7
Transports, postes et communications	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,6	-7,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7
Services non marchands	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,9	6,5

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 17,4% à fin décembre 2025, après 18,2% à fin novembre 2025. L'amélioration de 9.029,1 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 4.546,7 milliards ou +7,4%, ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 7.502,2 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+7,7%) et à celle des créances sur l'économie (+7,1%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin décembre 2025 par le renforcement des dépôts (+17,0%) et de la circulation fiduciaire (+18,6%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -0,3% en janvier 2026 et +0,1% en février 2026. Cette évolution reflèterait un retour progressif de l'inflation en territoire positif, après une phase marquée par des taux négatifs, en lien avec la prise en compte des effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires, liées à la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union. Cette perspective pourrait être atténuée par la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et par l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers, à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026. Elle serait également liée à la récente révision à la baisse des tarifs du sac de riz ordinaire importé (-30,0%, à 15.500 francs CFA) au Sénégal à compter du 1^{er} janvier 2026.

**Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)**

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	nov. 25		janv. 26	fév. 26
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-0,2	-0,5	-0,2	0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,0
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,4	-0,4	-0,2	0,1
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-0,5	-0,8	-0,3	0,1

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	nov.24	oct.25	nov. (*)	oct.25	nov. (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,0	-0,2	0,2	0,0	0,2	
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	-0,2	0,0	-0,1	0,1	
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	0,1	-0,1	0	
Commerce et réparation de motocycles	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	0,4	-0,1	0,3	1,0	0,9	
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,2	-0,2	0,2	0,6	0,5	
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,2	0,1	-0,1	0,0	0,1	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,5	0,0	0,3	0,3	0,1	
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	
COMMERCE DE DÉTAIL	0,2	3,0	1,7	2,9	4,4	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-1,1	0,8	0,1	0,5	1,7	
Commerce de détail en magasin spécialisé	1,4	2,3	1,6	2,3	2,5	
INDICE GLOBAL	0,5	2,8	2,3	3,7	5,5	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	nov.24	oct.25	nov. (*)	oct.25	nov. (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	1,5	-0,2	0,9	0,9	0,3	
Extraction d'hydrocarbures	0,2	0,0	0,1	0,3	0,2	
Extraction de minerais métalliques	1,1	-0,7	1,0	0,1	0,1	
Autres activités extractives	0,2	0,5	-0,3	0,3	-0,2	
ACTIVITES DE FABRICATION	3,6	1,5	0,9	6,5	3,8	
Fabrication de produits alimentaires	5,2	0,8	1,2	3,4	-0,5	
Fabrication de boissons	0,3	0,4	0,9	0,4	1,1	
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de textiles	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	
Fabrication d'articles d'habillement	-0,3	-0,4	0,0	0,3	0,5	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,3	-0,1	0,0	0,1	-0,1	
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-1,6	0,9	-0,5	0,4	1,4	
Fabrication de produits chimiques	-0,5	0,2	-1,1	1,3	0,6	
Fabrication pharmaceutiques	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,4	
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	
Fabrication de matériaux minéraux	0,3	0,1	0,0	0,3	0,0	
Métallurgie	0,2	-0,4	0,3	0,1	0,2	
Fabrication douvrages en métaux	-0,2	0,5	-0,2	0,3	0,2	
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres industries manufacturières	-0,1	-0,3	0,0	0,1	0,2	
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE ELECTRICITE ET DE GAZ	0,0	0,4	-0,3	0,5	0,1	
Production et distribution délectricité et du gaz	0,0	0,4	-0,3	0,5	0,1	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	5,2	1,7	1,5	7,9	4,2	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

